



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
Du 10 au 21 Juin 2024

LE CHIFFRE A RETENIR

23%

% des ménages sud-africains où
l'allocation est la première
source de revenu - StatsSA

Zoom sur : Le président sud-africain Cyril Ramaphosa réélu pour un deuxième mandat de 5 ans à la tête du pays (SANEWS)

Cyril Ramaphosa a été réélu président pour un deuxième mandat de 5 ans à la tête de l'Afrique du Sud vendredi 14 juin au Cap lors de la première séance du septième Parlement sud-africain post apartheid. Cette réélection par le parlement fait suite aux élections générales sud-africaines, tenues le mercredi 29 mai (élections des 400 Parlementaires nationaux et des Parlementaires des 9 Provinces du pays) où l'ANC (*African National Congress*) a connu un revers électoral majeur. En effet, l'ANC au pouvoir depuis 1994, a perdu pour la première fois la majorité absolue en ne recueillant que 40,2% des voix (contre 57,7% en 2019), soit 159 sièges au Parlement.

La *Democratic Alliance* (DA – centre droit) conserve sa position de premier parti d'opposition avec 21,8% des voix (soit 87 sièges), un score en progression par rapport à 2019 (20,8% et 84 sièges). En troisième position, le néo-parti de l'ancien Président Jacob Zuma, *Umkhonto Wesizwe* (MK) a redessiné le paysage politique sud-africain avec des résultats inattendus (14,6%, 58 sièges). Il dépasse les *Economic Freedom Fighters* (parti de gauche radicale) qui ont recueilli 9,5% des suffrages (39 sièges), contre 10,8% et 44 sièges. Au niveau provincial, le recul de l'ANC se confirme, alors que le parti a été largement battu dans le Kwazulu Natal (17,6% - où MK réalise un score de 46%) et perd la majorité absolue dans le Gauteng (36,4%) et le Northern Cape (49,3%). Pour sa part, la DA conserve sa majorité dans le Western Cape (53%).

Afin de permettre sa réélection, le président Cyril Ramaphosa et l'ANC ont conclu un accord historique avec le parti rival à majorité blanche de la DA ainsi qu'avec l'Inkhata Freedom Party (parti traditionaliste zoulou) qui a fait un score de 3,8% (17 sièges), la Patriotic Alliance (extrême-droite ayant un soutien dans la population coloured) qui a fait un score de 2,1% (9 sièges) ainsi que Good (centre gauche, 1 siège). Rise Mzansi, Al Jamah-ah, le Congrès panafricain (PAC), Freedom Front Plus (FF+) et le Mouvement démocratique uni ont ensuite rejoint le mouvement. Ce « Gouvernement d'Union Nationale » (GNU) n'a pas été rejoint par les EFF et le MK mais a tout de même permis la réélection du président Ramaphosa par 283 votes des parlementaires contre 44 votes pour Julius Malema, leader des EFF. D'autres petits partis pourraient encore rejoindre cette coalition dans les prochains jours.

L'investiture du président Ramaphosa a lieu mercredi 19 juin 2024 à l'Union Buildings à Pretoria. L'annonce de la constitution du gouvernement devrait avoir lieu dans les prochains jours avec l'arrivée probable de plusieurs ministres des formations alliées avec l'ANC dont la DA. Cette perspective de la participation de la DA, réputée pro-business, au gouvernement, en plus de la position de vice-président du Parlement, s'est traduite, entre autres facteurs, par une remontée du cours du rand (ZAR) (+5% environ par rapport au dollar sur les dix derniers jours).

Afrique australe

- La BafD met à jour ses prévisions de croissance (*Resbank*)

Afrique du Sud

- Les productions manufacturière et minière rebondissent au mois d'avril (*StatsSA*)
- La Banque centrale publie son rapport de stabilité financière (*Resbank*)
- La Bank of China Limited sanctionnée par la Banque centrale sud-africaine (*Resbank*)
- Stellantis pourrait envisager de produire des véhicules électriques en Afrique du Sud (*TechCentral*)
- Depuis janvier 2024, les flux pétroliers autour du Cap de Bonne-Espérance ont augmenté de 47% (*US Energy Information Administration*)
- Le Cap est le pire port à conteneurs du monde ! Les ports sud-africains squattent le fond du classement établi par la Banque Mondiale (*Banque Mondiale*)
- Partenariat entre la ville de Tshwane (Pretoria) et le ministère des eaux sud-africain sur le développement des infrastructures pour l'eau de la ville (*EngineeringNews*)
- Shein et Temu devront désormais s'acquitter d'une taxe d'importation de 45% pour rétablir les conditions de concurrence (*Gauteng News*)
- La ministre de l'environnement Barbara Creecy autorise Eskom à garder cinq centrales à charbon ouvertes jusqu'en 2030 sans aucune limitation de pollution (*Engineering News*)
- Proparco investit dans des centres de données à moindre émission en Afrique du Sud (*ITWeb Africa*)
- Le gouvernement formalise son plan de mobiliser une partie des réserves de la Banque centrale pour désendetter l'Etat (*National Treasury*)
- L'inflation reste stable au mois de mai (*StatsSA*)
- Le rand et le JSE atteignent des niveaux record dans le sillage de la réélection de Ramaphosa (*BusinessLive*)

Angola

- L'agence Fitch maintient son rating pour l'Angola (*Fitch Ratings*)
- La banque nationale d'Angola (BNA) estime qu'il existe un "risque élevé" de blanchiment d'argent dans le système bancaire national (*BNA*)

Botswana

- Le Botswana veut augmenter sa participation dans De Beers (*Mining.com*)
- La Banque centrale du Botswana abaisse son taux directeur à 2,15% (*Bank of Botswana*)

Malawi

- Décès du vice-Président du Malawi Saulos Chilima dans un crash aérien (*The State Vice President*)

Namibie

- La Namibie en discussions pour rejoindre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) (*Namibia Economist*)
- La Banque centrale de Namibie maintient son taux directeur à 7,75% (*Bank of Namibia*)

Zambie

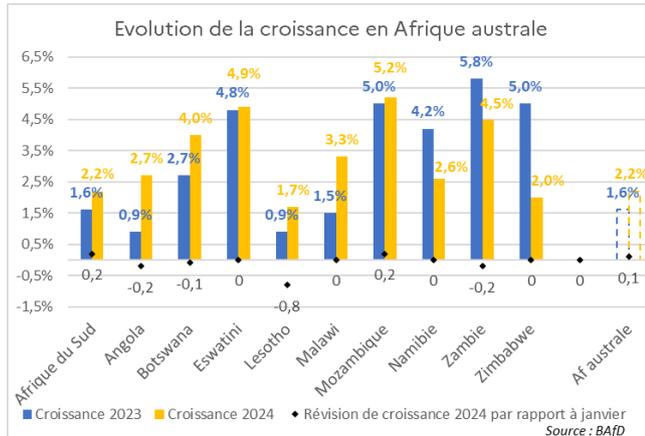
- L'agence de notation Fitch attribue la note de CCC+ au nouveaux eurobonds (*Fitch Ratings*)
- Le cabinet présidentiel adopte des résolutions structurelles (*Reuters*)

Zimbabwe

- La Banque centrale communique de nouvelles données sur l'inflation au mois de mai (*Rbz*)
- Le Trésor veut introduire de nouvelles mesures fiscales pour soutenir la nouvelle monnaie (ZiG) (*Bloomberg*)

Afrique australe

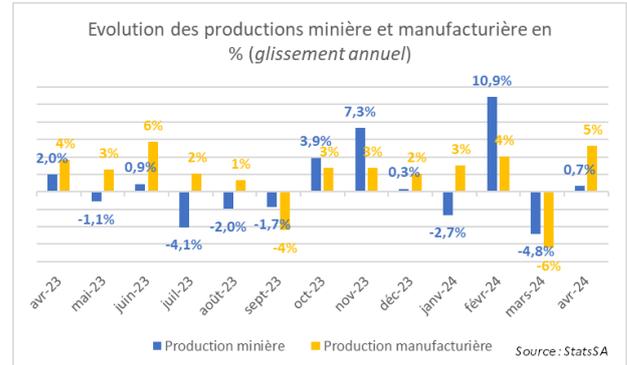
La BafD met à jour ses prévisions de croissance (Resbank)



La Banque Africaine de Développement a publié son rapport annuel de perspectives économiques pour le continent africain. Selon ce dernier, la croissance en Afrique devrait accélérer en 2024, pour atteindre 3,7% (contre 3,8% préalablement anticipé), après 3,1% en 2023. Globalement, les prévisions de la BAFD restent inchangées. L'Afrique australe demeure la région la moins dynamique du continent, alors que l'activité devrait croître de 2,2% (+0,1 point par rapport aux dernières estimations, après 1,6% en 2023). La sous-région continue d'être pénalisée par la mauvaise performance de l'Afrique du Sud, (1,3% en 2024, après 0,6% en 2023). Néanmoins, la croissance devrait accélérer dans la majorité des économies, notamment en Angola (2,7%, après 0,9% en 2023), au Botswana (+4%, après 2,7%), au Lesotho (+1,7%, après 0,9%) et au Malawi (+3,3%, après 1,5%). Le Mozambique devrait à nouveau enregistrer la plus forte progression de l'activité de la zone, malgré un léger ralentissement (+5,2%, après 5%). A noter que l'impact majeur du phénomène climatique El Nino dans la sous-région n'a pas ou peu été pris en compte par le modèle de prédiction. Les anticipations pour la Zambie et le Malawi apparaissent donc dès lors hors d'atteinte. Par ailleurs, les projections de la BAFD se sont montrées particulièrement optimistes ces dernières années et sont systématiquement plus favorables que celles du FMI.

Afrique du Sud

Les productions manufacturière et minière rebondissent au mois d'avril (StatsSA)



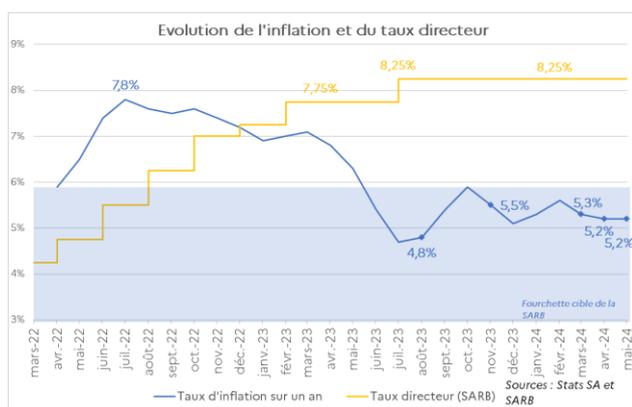
Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), la production manufacturière a progressé de 5,3% au mois d'avril par rapport à la même période de l'année précédente, après avoir reculé de 6,5% au mois de mars. Ce fort rebond, supérieur aux anticipations des observateurs, est porté par les bonnes performances de l'ensemble des sous-secteurs, notamment des industries pétrochimique (+5,1%, soit une contribution positive de 1,1 point à la croissance totale), du bois et de la papeterie (+9,9%, soit +0,9 point) ainsi que métallurgique (+4,1%, soit +0,9 point). Dans une moindre mesure, la production minière a elle aussi augmenté sur la période (+0,7%), après s'être contractée de 4,8% au mois de mars. Cette évolution s'explique par les très bonnes performances des métaux du groupe platinoïdes (+16,9%, soit +4,3 points) ainsi que du minerai de chrome (+20,8%, soit +0,9 point), qui ont contrebalancé les nettes contractions des minerais de manganèse (-22,5%, soit -1,8 point), de fer (-7,5%, soit -1 point) et de charbon (-3,6%, soit -0,9 point). Ces bons résultats des secteurs productifs s'expliquent notamment par l'arrêt des délestages électriques sur la période (aucune coupure depuis le 26 mars).

Le gouvernement formalise son plan de mobiliser une partie des réserves de la Banque centrale pour désendetter l'Etat (National Treasury)

Le 13 juin, le Gold and Foreign Exchange Contingency Reserve Account Defrayal Amendment Act a été publié au Journal officiel, concrétisant le plan du gouvernement de mobiliser une partie des

réerves de la Banque centrale pour désendetter l'Etat. Cette réforme, annoncée le 21 février dernier à l'occasion de la présentation du projet de budget pour l'exercice 2024/25, permettra au gouvernement d'utiliser une partie des réserves du Gold and Foreign Exchange Contingency Reserve Account (GFECRA). Pour rappel, ce compte, administré par la Banque centrale (*South African Reserve Bank*), comptabilise les gains ou pertes « non réalisés » des réserves en devises de l'Afrique du Sud, isolant ainsi les résultats de la SARB des fluctuations de change. Dans un contexte d'affaiblissement constant du rand, le GFECRA s'est apprécié de manière significative ces dernières années, affichant désormais un solde de 524,1 Mds ZAR, contre 1,8 Md ZAR en 2006. La nouvelle loi permettra d'affecter 150 Mds ZAR issus du GFECRA au budget de l'Etat, dont 100 Mds ZAR sur l'exercice en cours et 25 Mds ZAR sur chacun des exercices suivants. Cette opération, qui vise à désendetter l'Etat, doit permettre d'économiser 30,2 Mds ZAR sur le service de la dette. Elle ne doit pas entraîner la diminution du niveau de réserves de la Banque centrale, les montants réalloués devant être remplacés par de nouveaux dépôts (rémunérés par un taux d'intérêt) des banques commerciales.

L'inflation reste stable au mois de mai (StatsSA)



Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), l'inflation des prix à la consommation (CPI) a atteint 5,2% sur un an au mois de mai, soit une évolution inchangée par rapport au mois précédent. L'indicateur, qui se maintient au-dessus de la barre des 5% depuis le mois de septembre 2023, se stabilise ainsi vers la borne haute de la fourchette cible de la banque centrale (3 à 6%). Les principaux

postes contributeurs à la hausse des prix restent le « logement, eau et électricité » (+5,8%, soit une contribution positive de 1,4 point à l'inflation totale), les « transports » (+6,3%, soit +0,9 point) et les « produits alimentaires et boissons » (+4,7%, soit +0,9 point). Alors que l'évolution des prix des denrées alimentaires, inchangée par rapport au mois d'avril, atteint son plus faible niveau depuis septembre 2020, en lien avec la tendance baissière observée sur les marchés mondiaux, les prix des transports continuent d'accélérer, portés par la hausse des tarifs des carburants (+9,9% sur un an pour le diesel et +9,3% sur un an pour l'essence, dont une nouvelle hausse de 1,5% au mois de mai). A noter que l'inflation des services continue de se renforcer (+4,7%, contre 4,6% au mois précédent) tandis que l'inflation des biens reste stable (+5,7%) pour le troisième mois consécutif, suivant la tendance mondiale d'un glissement de l'inflation des biens vers une inflation des services.

Le rand et le JSE atteignent des niveaux record dans le sillage de la réélection de Ramaphosa (BusinessLive)

Le 19 juin, jour de l'investiture de Cyril Ramaphosa, réélu président de la république sud-africaine, les cours du rand et de l'indice du JSE ont atteint des niveaux record. Recueillant les suffrages de 283 des 400 parlementaires, grâce à un gouvernement d'unité nationale englobant notamment le principal parti d'opposition *Democratic Alliance* (DA), la coalition dirigée par C. Ramaphosa a rassuré les marchés. Si la monnaie s'était largement dépréciée dans le contexte de l'élection du 29 mai, qui avait entraîné la perte de la majorité absolue de l'ANC pour la première fois depuis la fin de l'Apartheid (-4% entre le 28 mai et le 5 juin, atteignant la parité de 18,9 ZAR pour 1 USD), la dynamique s'est progressivement inversée les jours suivants. Le 19 juin, jour de l'investiture de C. Ramaphosa, le rand est passé, pour la première fois depuis la fin juillet 2023, sous la barre symbolique de 18 ZAR pour 1 USD, clôturant la journée à 17,95 ZAR pour 1 USD (+5,2% entre le 5 et le 19 juin). En parallèle, la bourse de Johannesburg s'est elle aussi considérablement appréciée, franchissant pour la première fois de son histoire la barre historique des 81 000 points le 19 juin,

clôturant la journée à 80 714 points (soit +5,1% depuis le 5 juin). Cette dynamique traduit notamment le retour de la confiance des marchés alors que les risques d'instabilité politique et de troubles sociaux ne se sont pas matérialisés. La devise a également bénéficié des soubresauts du dollar (anticipation par les marchés d'un assouplissement des taux directeurs américains) et de l'euro (résultat des élections européennes et dissolution de l'Assemblée nationale en France).

La Banque centrale publie son rapport de stabilité financière (Resbank)

Le 5 juin, la Banque centrale (SARB) a publié son rapport semestriel portant sur la stabilité du système financier sud-africain. Le rapport identifie notamment les principaux risques pesant sur le secteur, à savoir (i) les difficultés d'approvisionnement en électricité et la crise logistique; (ii) le faible niveau de croissance; (iii) l'intensification des risques géopolitiques (iv) l'impact d'un environnement prolongé de taux d'intérêt élevés; (v) la détérioration des finances publiques et l'augmentation continue du coût de la dette; (vi) l'inscription prolongée de l'Afrique du Sud sur la liste grise du GAFI. Il apparaît également que certains risques se sont intensifiés ces derniers mois, en premier lieu desquels ceux liés au marché des capitaux, qui deviennent de moins en moins liquides et profonds ces dernières années. Cette situation résulte du double effet d'un désintérêt du marché domestique pour les sud-africains, qui se tournent davantage vers les marchés internationaux (la part d'actifs internationaux détenus par les résidents a presque doublé depuis 2012), ainsi que d'un retrait des investisseurs étrangers. On observe ainsi un effet d'éviction et une concentration des titres autour des obligations souveraines (81% des obligations en 2024, contre 60% en 2008), de plus en plus détenues par des acteurs résidents, notamment les banques domestiques. Les risques liés au système financier sont donc davantage corrélés au risque souverain, menaçant la stabilité globale du système dans le contexte actuel. Néanmoins, l'institution rappelle que le secteur bancaire demeure solide, bien capitalisé (7 660 Mds ZAR d'actifs en mars 2024, +2,3% sur un trimestre et +9,2% sur

un an), et dispose de ratios prudentiels satisfaisants et stables (ratio de Tier 1 à 15,05% en mars 2024 contre 15,01 en 2023). La sécurité de déposants auprès des banques domestiques a par ailleurs été renforcée grâce à l'introduction du nouveau système d'assurance des dépôts bancaires (CoDI) en avril 2024, qui permet de garantir l'ensemble des dépôts à hauteur de 100 000 ZAR (soit environ 5000 EUR).

La Bank of China Limited sanctionnée par la Banque centrale sud-africaine (Resbank)

Le 7 juin, la Banque centrale sud-africaine (SARB) a annoncé avoir pris des sanctions administratives à l'encontre de la Bank of China Limited pour non-respect des dispositions de la loi sur centre de renseignement financier (Financial Intelligence Center – FIC) suite à une inspection menée en 2021. L'institution financière a noté quatre dysfonctionnements. La banque chinoise a ainsi été condamnée à un blâme et une amende financière totale de 30,5 MZAR (1,5 MEUR). La Banque centrale note cependant que ces manquements ne concernent pas les domaines du blanchiment d'argent ou du financement du terrorisme et que la Bank of China a adopté une approche collaborative et constructive.

Stellantis pourrait envisager de produire des véhicules électriques en Afrique du Sud (TechCentral)

Stellantis, qui commencera à construire sa première usine automobile en Afrique du Sud à Port Elizabeth ce mois-ci, pourrait envisager de se lancer dans la production de véhicules électriques en Afrique du Sud à moyen terme. Pour rappel, Stellantis est un groupe automobile multinational italo-franco-américain créée en 2021 par la fusion des groupes Groupe PSA et Fiat Chrysler Automobiles. Le groupe possède de nombreuses marques dont Peugeot et Citroën. Mike Withfield, directeur Afrique du Sud de Stellantis, a déclaré que le groupe songeait à lancer des véhicules électriques d'ici 5 ans si un marché national émergeait. La production de véhicules électriques est un enjeu majeur pour toute l'industrie automobile sud-africaine (~5% du PIB mais ~20% des exportations) qui à l'heure de la transition des grands marchés

vers l'électrique est encore entièrement tournée vers les véhicules thermiques.

Depuis janvier 2024, les flux pétroliers autour du Cap de Bonne-Espérance ont augmenté de 47% (US Energy Information Administration)

La quantité de pétrole brut et de produits pétroliers circulant autour du cap de Bonne-Espérance, situé à l'extrémité sud de l'Afrique, a augmenté de près de 50 % au cours des cinq premiers mois de 2024 par rapport à la moyenne de 2023. Cette augmentation spectaculaire est due au routage de ces flux de la Mer Rouge vers le Sud de l'Afrique, afin d'éviter les attaques des rebelles chiïtes Houthis contre les navires occidentaux, en représailles de leur soutien à Israël. Les Houthis, en guerre civile depuis 2014, font peser depuis le Yémen une menace sur le détroit de Bab el-Mandeb, route maritime la plus directe pour les hydrocarbures allant du Moyen-Orient à l'Europe. Ainsi, le volume de pétrole brut et de produits pétroliers circulant autour du Cap de Bonne-Espérance (dans les deux sens), a atteint 8,7 millions de barils par jour (b/j) au cours des cinq premiers mois de 2024, contre une moyenne de 5,9 millions de b/j en 2023. La route du Cap de Bonne-Espérance, plus sûre que celle passant par le détroit de Bab el-Mandeb, augmente sensiblement les coûts car elle est deux fois plus longue (de 15 à 30 jours).

Le Cap est le pire port à conteneurs du monde! Les ports sud-africains squattent le fond du classement établi par la Banque Mondiale (Banque Mondiale)

L'indice de performance des ports à conteneurs de la Banque mondiale et de S&P Global pour 2023 a nommé Le Cap le port le moins performant et le moins compétitif au monde en 2023, sur 405 ports évalués. Le port de Ngqura est avant-dernier tandis que celui de Durban est 399^{ème} et enfin celui de Port Elizabeth se situe au 391^{ème} rang. Au niveau régional, Walvis Bay, principal port namibien, est 382^{ème}, celui de Luanda en Angola 392^{ème} et Nacala au Mozambique 366^{ème}. Ce classement abyssal des ports d'Afrique australe et surtout sud-africains n'est pas une surprise puisque Durban, principal port d'Afrique subsaharienne, avait fini bon

dernier dans le précédent rapport datant de 2021. En effet, l'Afrique du Sud, qui possède les infrastructures portuaires les plus développées du continent africain, est en proie à des difficultés logistiques majeures en lien avec un déficit d'investissements et de maintenance et un cadre institutionnel dysfonctionnel, en particulier le monopole d'Etat qu'est Transnet. Afin de remédier à cette situation, une mise en place progressive d'une ouverture au secteur privé des ports sud-africains (que gère encore Transnet) sous forme de concessions est prévue. Néanmoins, la première tentative de concession privée, un partenariat de 25 ans entre l'armateur philippin ICTSI et Transnet, qui devait commencer en avril 2024 au terminal 2 de Durban, le principal du pays, fait l'objet d'un litige et n'a toujours pas débuté.

Partenariat entre la ville de Tshwane (Pretoria) et le ministère des eaux sud-africain sur le développement des infrastructures pour l'eau de la ville (EngineeringNews)

La ville de Tshwane (Pretoria) et le ministère de l'eau et de l'assainissement sud-africain (Department of Water and Sanitation) ont officialisé un partenariat (Memorandum of Understanding) afin de relever les défis de la ville en matière d'eau. Le MoU prévoit que les parties collaboreront dans divers domaines stratégiques tels que la planification et le développement des infrastructures, la planification des ressources en eau, les solutions en matière d'infrastructures et le renforcement des capacités des fonctionnaires du ministère des transports. Cela devrait permettre à la municipalité de recevoir un appui technique et financier du DWS sur ces nombreux défis tels que la pollution de la rivière Hennops, le dysfonctionnement des installations de traitement des eaux usées de Rooiwal et l'insuffisance de ses ressources humaines via le détachement d'ingénieurs auprès de la ville. Pour rappel, le pays et la province du Gauteng dont fait partie Pretoria font face à une grave crise de l'eau (fuites d'eau massives, sous-investissement, mauvaise gouvernance...) qui a amené Rand Water Services, le fournisseur national d'eau à prévenir en mars dernier d'un grave risque d'effondrement total du système d'eau potable de Tshwane.

Shein et Temu devront désormais s'acquitter d'une taxe d'importation de 45% pour rétablir les conditions de concurrence (Gauteng News)

À partir du 1er juillet 2024, l'administration fiscale sud-africaine (South African Revenue Service - SARS) appliquera des taxes plus élevées sur les colis importés livrés par les plateformes de e-commerce, notamment les produits importés de Chine par Shein et Temu. Ces derniers, très populaires en Afrique du Sud grâce à leurs prix cassés, sont des concurrents redoutables au sud-africain Takealot et au nouvel entrant Amazon. Jusqu'à présent, les colis livrés via Shein et Temu étaient exemptés de taxe d'importation de 45%, et de taxe sur la valeur ajoutée (TVA- autour de 20%) sur leurs produits fabriqués en Chine grâce à la règle "de minimis". Cette règle permet de dédouaner des colis de vêtements d'une valeur inférieure à 500 ZAR (25 EUR environ) en appliquant un droit d'importation de 20 % et une TVA de 0 % au lieu d'une taxe d'importation de 45%. Le SARS a donc décidé de mettre fin à cette exception douanière à partir du 1er juillet 2024, obligeant ainsi Shein et Temu à s'acquitter de droits de douanes de 45%, en plus de TVA, pour leurs produits exportés vers Afrique du Sud.

La ministre de l'environnement Barbara Creecy autorise Eskom à garder cinq centrales à charbon ouvertes jusqu'en 2030 sans aucune limitation de pollution (Engineering News)

La ministre de l'environnement, Barbara Creecy, a accédé à la demande d'Eskom de suspendre les limites des normes minimales d'émissions (MES) dans cinq des centrales électriques à charbon les plus anciennes. Ainsi, ces centrales (Hendrina, Grootvlei, Arnot, Camden et Kriel) pourront continuer à fonctionner sans aucune limitation de pollution jusqu'au 31 mars 2030, ce qui permet à Eskom de conserver environ 30 GW de capacité de production électrique, quasi-exclusivement des centrales thermiques. Selon le plan initial, les centrales devaient être mises hors service entre 2023 et 2027. Eskom entreprend une stratégie de transition énergétique juste (JET) et doit progressivement décommissionner ses

vieilles centrales électriques à charbon afin d'entamer la transition énergétique du pays. Néanmoins, au vu de son déficit de production d'électricité qui entraîne de nombreux épisodes de délestages, il a été décidé de repousser la date limite de mise hors service de ces centrales.

Proparco investit dans des centres de données à moindre émission en Afrique du Sud (ITWeb Africa)

Proparco, branche de l'Agence Française de Développement (AFD) dédiée au financement du secteur privé et la Société financière internationale (SFI), son homologue au sein du groupe de la Banque mondiale, ont annoncé un partenariat visant à lever conjointement plus de 50 M USD, dont 10 M USD de la SFI et 20 M USD de Proparco, pour financer des centres de données dans trois pays africains dont l'Afrique du Sud. Plus précisément, ces financements consistent en des prêts pour le *cloud operator* mauricien West Indian Ocean Cable Company (WIOCC) qui permettra à ce dernier de développer des *data centers* à faible émission carbone en RDC, au Nigeria et en Afrique du Sud. La société compte également poursuivre le déploiement de ses réseaux terrestres en fibre optique. Ainsi, Proparco soutient le développement d'infrastructures numériques durables en Afrique subsaharienne, contribuant à réduire la fracture numérique et développer des opportunités économiques pour les pays de la zone.

Angola

L'agence Fitch maintient son rating pour l'Angola (Fitch Ratings)

L'agence de notation a gardé pour l'Angola sa note B- du risque souverain avec *perspective stable*. Elle relève pour l'Angola l'un des niveaux les plus élevés de dépendance aux matières premières parmi les pays souverains notés et un niveau d'inflation élevé. Toutefois ces difficultés sont contrebalancées par des réserves internationales plus élevées que celles des pairs de l'Angola, des excédents de la balance courante et des perspectives de remboursement de la dette gérables en raison de prix du pétrole toujours favorables au cours des deux prochaines

années. Les réserves internationales devraient rester élevées en 2024-2025 soit 15,4 Mds USD en 2024, contre 15,2 Mds USD en 2023, avant de diminuer à 14,0 Mds USD en 2025 en raison d'importants remboursements de la dette publique. Fitch s'attend à ce que l'Angola continue d'enregistrer des excédents de la balance courante de 5,8 % du PIB et 2,2 % du PIB respectivement en 2024 et 2025, contre 4,7 % en 2023. Elle estime que les autorités poursuivront la réforme des subventions aux carburants en 2024-2025 mais le déficit budgétaire se creusera pour atteindre 2,5 % en 2025, reflétant une nouvelle diminution des recettes, principalement due à la baisse des prix du Brent. La dette publique restera supérieure à celle des pairs de l'Angola bien qu'en diminution. Le ratio dette publique/PIB passera de 72 % en 2024 à 68 % en 2025 (85,2 % en 2023).

La banque nationale d'Angola (BNA) estime qu'il existe un "risque élevé" de blanchiment d'argent dans le système bancaire national (BNA)

La BNA a réalisé une évaluation du système de prévention de la criminalité dans le secteur bancaire national et a conclu qu'il existait un "risque élevé" de blanchiment d'argent et un risque moyen de financement de la criminalité. Cette évaluation, réalisée dans le cadre de la mise en œuvre du système de prévention et de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (GAFI), a également montré que le risque observé résulte de l'existence de menaces et de vulnérabilités élevées du système bancaire. Elle a recommandé aux banques commerciales et aux institutions financières non bancaires de renforcer leurs outils de prévention afin de rendre plus efficient le suivi des clients et des transactions. Les institutions financières sont également tenues par la BNA de procéder à des évaluations internes des risques afin de connaître ceux auxquels elles sont exposées. Elles doivent également mettre en place des procédures et des outils internes clairs pour faciliter l'identification et la diffusion d'informations à la cellule de renseignement financier (CRF) sur d'éventuelles activités liées au blanchiment de capitaux.

Botswana

Le Botswana veut augmenter sa participation dans De Beers (Mining.com)

Actionnaire à 85 % dans De Beers, Anglo American a annoncé en mai la sortie prochaine du producteur de diamants de son portefeuille, ce dernier n'ayant dégagé en 2023 qu'un bénéfice de 72 m USD contre au moins cinq fois plus en moyenne. Le gouvernement botswanais, qui contrôle 15 % d'intérêts dans De Beers et 50% dans Debswana (coentreprise d'exploitation de 4 mines avec De Beers), veut profiter de ce changement pour augmenter sa participation dans la société. C'est ce qu'a déclaré le président botswanais Mokgweetsi Masisi lors d'un meeting politique tenu la semaine dernière, sans toutefois préciser si le pays souhaitait devenir actionnaire majoritaire ou non. Le Botswana est particulièrement attentif à l'évolution de la situation au vu de l'importance systémique de De Beers, deuxième producteur mondial en volume, et le secteur du diamant dans son ensemble pour l'économie du pays: c'est 90% de ses exportations et 20% du PIB. Ces évolutions interviennent par ailleurs sur un marché du diamant bouleversé par l'émergence des diamants de synthèse et la mise en place de règles strictes de certification afin d'écartier des marchés du G7 les diamants venant de Russie. Ces règles perturbent fortement les flux depuis et vers le Botswana, qui plaide pour la mise en place de plusieurs centres de certifications de diamants dont un au Botswana, où De Beers regroupe sa production mondiale de diamants, et non pas un centre unique à Anvers, qui pénaliserait indûment De Beers et le Botswana.

La Banque centrale du Botswana abaisse son taux directeur à 2,15% (Bank of Botswana)

Le 13 juin, le comité de politique monétaire de la Banque centrale (Bank of Botswana) a décidé de réduire son taux directeur de 0,25 point à 2,15%, après une première baisse de 0,25 point lors du comité de décembre 2023. L'institution a justifié sa décision par la faiblesse de l'inflation, qui se maintient sous la barre des 4% depuis

novembre 2023, dans la fourchette basse de sa cible (entre 3 et 6%). Selon les données de l'agence nationale de statistiques (StatsBots), l'inflation a ainsi atteint 3% au mois de mai. Les principaux postes contributeurs à la hausse des prix sont les transports (+2,7%, soit une contribution de 0,7 point à l'inflation totale) et les produits alimentaires (+4%, soit +0,6 point). La faiblesse de la hausse des prix résulterait notamment d'une faible demande domestique, de la dissipation de l'effet de la hausse de TVA intervenue en avril 2023 et de la baisse du prix des carburants effective au 21 décembre 2023.

Malawi

Décès du vice-Président du Malawi Saulos Chilima dans un crash aérien *(The State Vice President)*

Peu après la découverte de l'épave de l'appareil porté disparu le 10 juin dernier, le président Lazarus Chakwera a annoncé le décès du vice-président du Malawi, Saulos Chilima, qui se trouvait à bord avec neuf autres personnes. Alors qu'il se rendait à des obsèques d'un ancien membre du gouvernement, son avion parti de la capitale Lilongwe a été empêché d'atterrir dans la ville de Mzuzu en raison du mauvais temps, et enjoint de faire demi-tour, avant de disparaître des radars, selon la présidence malawite. Elu pour la première fois vice-président en 2014 au côté de l'ancien président Peter Mutharika, Saulo Chilima, 51 ans, était populaire au Malawi, en particulier parmi les jeunes. Son Excellence M. L'Ambassadeur de France au Malawi David Martinon a exprimé ses condoléances.

Namibie

La Namibie en discussions pour rejoindre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) *(Namibia Economist)*

Afin d'anticiper son émergence en tant qu'acteur majeur sur les marchés mondiaux du pétrole, la Namibie a entamé des discussions sur son adhésion à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Pour rappel, TotalEnergies aurait découvert environ 3 milliards de barils de pétrole offshore, Shell 1,35 milliard

de barils de pétrole et Galp Energia 3 milliards de barils de pétrole dans le pays. L'OPEP est une organisation intergouvernementale de pays visant à négocier et réguler la production de pétrole, son prix et les futurs droits de concession. Elle inclut un grand nombre des principaux producteurs d'hydrocarbures tels que l'Arabie Saoudite, l'Iran ou l'Irak. En intégrant l'OPEP, la Namibie, qui n'a pas encore produit une goutte de pétrole, rejoindrait une organisation influente dont le but est de protéger les intérêts de ses pays membres notamment en empêchant de fortes baisses du prix du pétrole brut sur le marché international. Début 2024, l'Angola avait officialisé son retrait de l'OPEP à cause des quotas imposés par l'organisation, qui limitaient sa production à un million de barils par jour.

La Banque centrale de Namibie maintient son taux directeur à 7,75% *(Bank of Namibia)*

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (Bank of Namibia - BoN) a maintenu son taux directeur à 7,75% lors de son comité de politique monétaire des 17 et 18 juin. Dans un contexte mondial marqué par un début d'assouplissement monétaire (UE, Brésil), l'institution, qui anticipe un ralentissement de la croissance namibienne en 2024 (+3,7%, contre +4,2% en 2023), pointe les risques élevés auxquels est toujours confronté le pays. L'inflation s'est ainsi stabilisée à un niveau élevé (4,9% en mai et prévision de 4,9% en 2024). L'institution monétaire note également la faible croissance annuelle des crédits (+1,7% en moyenne sur les quatre premiers mois de l'année, contre +3,0% sur la même période de l'année précédente) dans un contexte de taux élevés (le taux préférentiel des banques atteint 11,5%) et le creusement du déficit commercial (+48,3% à 13,5 Mds NAD sur les quatre premiers mois de l'année par rapport à la même période de l'année précédente). Le niveau de réserves remonte néanmoins légèrement (3,9 mois de couverture des importations en avril, après 3,7 mois en février).

Zambie

L'agence de notation Fitch attribue la note de CCC+ au nouveaux eurobonds (Fitch Ratings)

Le 10 juin, l'agence de notation Fitch Ratings a attribué aux deux nouveaux bons du Trésor issus dans le cadre de la restructuration de la dette obligataire la note de CCC+ (7^{ème} rang en territoire spéculatif). L'accord avec le comité officiel des créanciers obligataires, adopté en juin dernier, prévoit en effet l'échange des précédentes obligations internationales sur lesquels le pays est en défaut depuis le 13 novembre 2020, contre ces nouveaux titres. Cette opération entraîne une décote directe (réduction du remboursement de capital) de 22% (sur les 3,89 Mds USD initialement dus) et conditionne le profil de remboursement (taux et maturité) aux résultats de l'économie. Dans ces nouvelles conditions, l'agence de notation estime que la dette publique zambienne devrait se réduire de 128% du PIB en 2023 à 110% en 2024 puis 99% en 2025. Fitch révisé cependant ses prévisions de croissance pour 2024 à la baisse, à 2% (contre 4% auparavant) du fait de l'impact de la sécheresse inédite que traverse le pays sur la production agricole et le secteur énergétique (95% du mix énergétique du pays repose sur les sources de production hydroélectriques). Face à cette crise, l'agence anticipe une hausse du poids des subventions agricoles en 2024, et par conséquent un creusement du déficit primaire à 0,3% du PIB en 2024. Pour combler le déficit de financement, les autorités ont demandé l'augmentation du soutien du FMI dans le cadre du programme de Facilité Elargie de Crédit – 400 M USD supplémentaires (soit environ 1,5% du PIB estimé de 2024), ce qui porterait le financement total de la FEC de 1,3 Mds USD à 1,7 Mds USD.

Le cabinet présidentiel adopte des résolutions structurelles (Reuters)

Le 11 juin, le Cabinet présidentiel s'est réuni pour une réunion extraordinaire, qui a vu l'adoption de plusieurs résolutions stratégiques. Le gouvernement s'est ainsi engagé à présenter un budget rectificatif visant à renforcer le filet de protection sociale dans un contexte de sécheresse

inédite, et tenant compte du nouveau contexte financier du pays (accords de restructuration de la dette et hausse de 386 MUSD, à 1,7 Mds USD, du programme FEC du FMI. Le gouvernement a par ailleurs annoncé la création d'un véhicule d'investissement (*Special Purpose Vehicle*) dédié au secteur minier. Pour rappel, le gouvernement détient déjà de nombreuses participations dans les entreprises minières via la *ZCCM Investment Holdings*. Dans le cadre du dégroupage de l'électricien national ZESCO (séparation entre trois entités de la production, la transmission et la distribution), le gouvernement a enfin annoncé l'ouverture à la concurrence des activités de transmission et de distribution.

Zimbabwe

La Banque centrale communique de nouvelles données sur l'inflation au mois de mai (Rbz)

Avec l'introduction de la nouvelle monnaie (ZiG) en avril 2024, la Banque centrale zimbabwéenne (RBZ) publie désormais les données relatives à l'inflation selon trois méthodologies - le taux d'inflation en ZiG (inflation sur un mois), le taux d'inflation en USD (sur un an et sur un mois) et un taux d'inflation combiné (sur un mois). Selon la banque centrale, le taux d'inflation en USD par rapport à la même période de l'année précédente a ainsi atteint 3,5% au mois de mai (contre 3,2% en avril). L'indicateur est porté en particulier par l'inflation des produits alimentaires (+4,3%, soit une contribution positive de 1,3 point à l'inflation totale) et par les transports (+13,5%, soit +1,1 point). En parallèle, l'indice des prix en devise locale (ZiG) a diminué de 2,4%, alors que le taux officiel du ZiG vis-à-vis de l'USD s'est apprécié de 0,7% sur la période pour atteindre la parité de 13,7 ZiG pour 1 USD à la fin du mois. Enfin, selon la méthodologie de l'inflation combinée, les prix ont reculé de 0,6% sur la période. Si ces nouvelles données semblent souligner une nette modération de l'inflation (qui avait atteint 57,5% au mois d'avril selon les précédentes méthodes de calcul), elles doivent être analysées avec précaution. D'une part, la formule de calcul de l'inflation combinée n'est pas précisée, et nous ne disposons pas du recul nécessaire pour mesurer l'évolution de cet

indice des prix à la consommation. D'autre part, 85% des transactions sont aujourd'hui réalisées en USD dans l'économie.

Le Trésor veut introduire de nouvelles mesures fiscales pour soutenir la nouvelle monnaie (ZiG) (Bloomberg)

Selon une publication du Ministre des Finances zimbabwéen, Mthuli Ncube, du 19 juin, le Trésor prévoit de réformer le cadre fiscal et monétaire du pays pour promouvoir l'utilisation de sa nouvelle devise. Cette nouvelle devise, le *Zimbabwe Gold* (ZiG), introduite le 5 avril et adossée à des réserves d'or (2,5 tonnes) et de devises étrangères (100MUSD), a remplacé le dollar zimbabwéen, qui s'était déprécié de 80% en 2024 et ne représentait que 20% des transactions commerciales. Le ZiG souffre néanmoins d'ores-et-déjà d'une crise de confiance. Afin d'encourager l'utilisation de cette nouvelle monnaie, peu populaire, au détriment du dollar américain, le Trésor souhaiterait imposer le règlement d'au moins 50% des paiements fiscaux en ZiG (depuis 2020, les entreprises peuvent régler leurs impôts dans la monnaie la plus utilisée dans leurs transactions). Ce nouveau cadre reste toutefois imprécis, alors que la réglementation zimbabwéenne prévoit un paiement trimestriel des taxes (prochaine échéance le 25 juin).

	Fitch		Moody's		S&P	
	Note	Dernier changement	Note	Dernier changement	Note	Dernier changement
Afrique du Sud	BB- stable (-3)	Jan 2024	Ba2 stable (-2)	Avr 2022	BB- stable (-3)	March 2023
Angola	B- stable (-6)	Dec 2023	B3 positive (-6)	Oct 2022	B- stable (-6)	Fev 2022
Botswana	BBB+ stable (+2)	Mar 2024	A3 stable (+4)	Avr 2021	BBB+ stable (+3)	Sept 2021
Eswatini	nd	nd	B3 positive (-6)	Dec 2023	nd	nd
Lesotho	B stable (-5)	juil-23	nd	nd	nd	nd
Malawi	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mozambique	CCC+ n/a (-7)	Fev 2024	Caa2 stable (-8)	Sept 2023	CCC+ stable (-7)	Nov 2019
Namibie	BB- stable (-2)	Jun 2022	B1 positive (-4)	Avr 2024	nd	nd
Zambie	CCC+ (-7)	Dec 2024	Ca (-10)	Avr 2020	SD n/a (-12)	Oct 2020
Zimbabwe	nd	nd	nd	nd	nd	nd

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	20/06/2024	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	18,0 ZAR	2,2%	0,9%	3,7%	1,5%
Angola	851,6 AOA	0,0%	-0,8%	-7,8%	-2,7%
Botswana	13,4 BWP	1,0%	-0,2%	-1,5%	-0,7%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	25,6 ZMW	3,2%	0,2%	-32,5%	-0,8%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2024)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda
leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr